

Trois idées pour freiner le populisme de droite de Donald Trump... et de Marine Le Pen

Par Christophe Ventura (novembre 2016)

L'élection de Donald Trump – dont le premier facteur d'explication est le rejet au sein des classes populaires d'Hillary Clinton, incarnation du pire de la collusion de l'argent et de la politique et du néolibéralisme débridé au service de Wall Street et de la dérégulation financière – confirme le « moment populiste » mondial¹.

Que se réalise-t-il derrière ce « moment » intensément politique ? Le basculement de nos démocraties. Vers quoi ? Des formes de régimes « autoritaires identitaires »² si la gauche, du moins les combats qui la caractérisent, n'œuvre pas en faveur d'une « radicalisation de la démocratie »³ au service de trois idées : souveraineté, égalité, justice. Trois marqueurs abandonnés progressivement depuis quarante par la gauche réellement existante, aux Etats-Unis et en Europe singulièrement.

Populisme de droite : « *entre nous, et tous contre tous* »

Pas d'espoir, mais une nouvelle gestion sociale et politique du désespoir. C'est, au fond, la magie noire proposée par le populisme de droite. Comprenons que le sujet politique appelé Donald Trump cristallise et condense l'énergie incandescente et négative de nombreuses colères populaires – singulièrement celle des catégories socio-économiques dévastées par les effets du libre-échange et de la dérégulation financière durant le cycle Reagan-Bush-Clinton-Obama/Hillary Clinton. Brut, révolté et violent, le soulèvement Trump intervient

¹ Ce texte s'appuie sur les développements de l'article intitulé « Un autre « populisme » est possible » dont il reprend plusieurs passages, Mémoire des luttes, juin 2015 (<http://www.medelu.org/Un-autre-populisme-est-possible>).

² Selon la formule d'Ignacio Ramonet. Lire [Les 7 propositions de Donald Trump que les grands médias nous cachent](#). Mémoire des luttes, octobre 2016.

³ Selon la formule de Chantal Mouffe, professeure de théorie politique au Centre for the Study of Democracy de l'Université de Westminster à Londres. Lire notamment [Le moment populiste](#) sur le site de Mémoire des luttes et voir la vidéo du dialogue organisé entre Jean-Luc Mélenchon et Chantal Mouffe le 21 octobre 2016 à Paris intitulé « L'heure du peuple » (<http://www.medelu.org/L-heure-du-peuple>).

tandis que les populations dominées et abandonnées à la tyrannie des seigneurs mondialisés ne voient pas de perspectives alternatives à leur condition et qu'elles entretiennent désormais un rapport de défiance légitime, non seulement avec la représentation politique, mais également avec le système démocratique lui-même. Donald Trump est le produit négatif de leurs exigences démocratiques et sociales méprisées et piétinées depuis trop longtemps, notamment par les partis – les démocrates dans le cas présent – censés les représenter. Ces populations ont trouvé, à défaut d'un espoir, le moyen passager d'affoler le système en introduisant au cœur de son quartier général une grenade dégoupillée. Et ce, par les propres mécanismes électoraux de ce système qui permettent qu'on puisse devenir président sans avoir gagné la majorité des voix exprimées.

Donald Trump est un objet politique sophistiqué et abouti. Il a réussi à déclencher les passions populaires, à construire un « peuple » au milieu de la population, c'est-à-dire une nouvelle alliance socio-politique formée au-delà des affiliations partisans traditionnelles qui fonctionnaient jusque-là dans les équilibres d'un ordre politique et social auquel consentait encore la majorité de la société.

La victoire de Donald Trump indique la rupture de ces équilibres et la recomposition de nouveaux qui seront le produit du frottement entre les actuels et ses politiques économiques, sociales et institutionnelles à venir. Le populisme – fût-ce-t-il de droite – indique et incarne une transition entre un déséquilibre et un nouvel équilibre, un nouvel ordre de la société. La portée et la nature de ce qui se dessine au cours de ce processus dépendent des orientations de ce populisme, de sa capacité à changer la donne économique, à maintenir la cohésion de ses soutiens, à produire des institutions qui devront finir par le dépasser et de l'évolution des rapports de forces dans la société.

Dans le cas de Donald Trump, l'alliance forgée a trouvé son ciment électoral dans le ressentiment contre toutes les élites – notamment la gauche intellectuelle perchée dans son confort universitaire et médiatique – et une classe politique « Pepsi/Coca » qui pratique les mêmes politiques et défend les mêmes intérêts. Une classe politique incapable de régler les problèmes concrets des gens, pour la simple et bonne raison que ces problèmes ne peuvent être solutionnés en acceptant le cadre et les structures de la globalisation économique et financière, notamment le libre-échange qui désindustrialise les pays du Nord et prolétarise ceux du Sud et saccage l'environnement et la liberté sans restriction du capital et de la finance qui interdit tout contrôle démocratique des puissances économiques et mine toute possibilité de politique de redistribution sociale.

Brexit, Wallonie, élections américaines : les jacqueries contre la globalisation et ses pouvoirs mondiaux et nationaux se propagent et se systématisent. Les sociétés crient, sur un mode de plus en plus violent, « non » à la globalisation, territoire économique et financier sans équivalent politique et démocratique possible.

Donald Trump est celui – comble de l'ironie –, avec Bernie Sanders, qui a mis au coeur de la campagne les questions économiques et sociales (pas celles des valeurs et de société devenues l'apanage de la gauche de gouvernement) et réussi à incarner la volonté d'un retour de la puissance publique dans la maîtrise de l'économie - positions aux antipodes du consensus des deux partis de gouvernement.

M.Trump a gagné sur les cendres de « l'establishment » de son propre camp et des années Obama qui ont débouché sur des promesses non tenues – notamment auprès des catégories populaires –, des guerres interminables, un creusement des inégalités sociales et une paupérisation accrue, intenable pour des dizaines de millions de personnes aux Etats-Unis.

M.Trump n'est-il pas lui-même un seigneur de la mondialisation ? Sans aucun doute. Mais il a gagné en clamant qu'au sein du Royaume en danger, il contestait la politique du roi et de ses principaux vassaux. Il affirme considérer qu'il convient d'ajuster les lois fondamentales de la globalisation aux intérêts de son pays – décrypter ici du « business » américain – malmené depuis 2008 (et depuis le début des années 2000 avec la montée en puissance de la Chine et d'autres nouveaux acteurs mondiaux). Comment ? En refrenant le rythme et la progression de la globalisation financière et économique – pour ne plus en importer les conséquences et désordres –, tout en positionnant opportunément les Etats-Unis au coeur de la compétitivité fiscale mondiale (baisser les impôts des entreprises pour les attirer et les fixer dans le pays), et en créant les conditions d'un nouveau cycle géopolitique de désengagement/rééquilibrage stratégique.

De ce point de vue, la résonance est forte avec les nouvelles orientations dégagées par les discours de la nouvelle première ministre britannique Theresa May. Trente-cinq ans après Ronald Reagan et Margaret Thatcher, une nouvelle impulsion anglo-saxonne à dimension mondiale semble se préparer, cette fois-ci pour accompagner la globalisation dans une direction dont les jalons sont désormais perceptibles : plus de contrôle étatique de la puissance monétaire et bancaire, de création de mastodontes capitalistiques dans tous les secteurs stratégiques de l'économie et des industries par la multiplication de processus de

fusions/acquisitions, de protectionnisme (au niveau national mais également dans le cadre de clubs affinitaires de pays face à d'autres), de fermeture des frontières nationales pour s'affranchir de la gestion des flux migratoires mondiaux sous-traitée aux pays affidés semi-périphériques. En d'autres termes, une réorganisation de la société – non pas un repli mais un redéploiement – pour repositionner les Etats-Unis (et l'allié britannique) aux avant-postes de la concurrence capitaliste mondiale... qui mène le monde entier vers le mur.

Ce projet, s'il se confirme, bénéficiera-t-il pour autant à celles et ceux qui ont élu M.Trump ? Ou à celles et ceux qui, en France et dans d'autres pays européens, votent ou sont tentés de voter pour des candidats populistes de droite ? Non, car le nouveau président américain – ou Marine Le Pen en France – n'ont pas pour projet l'émancipation du peuple qu'ils construisent et mobilisent, mais plutôt, dans le cadre de l'orientation générale décrite, son contrôle et la promesse d'un soulagement cosmétique permis par la répression interne d'autres parties de la population (immigrés notamment).

Leur projet est bel et bien celui d'une radicalisation, mais du système qu'ils prétendent défier. Les forces « populistes » de droite – le Front national en offre la matrice la plus aboutie en Europe – ont réussi à reconstruire un peuple en mobilisant un discours du type « *ils veulent le peu que nous possédons, ils ne l'auront pas* ». Ce discours cherche, avec succès, à mobiliser des catégories de la société contre d'autres (notamment les immigrés et les pauvres) en période de pénurie de travail et de ressources de l'Etat pour financer les systèmes sociaux, parce que ces Etats sont devenus prisonniers de leur endettement sur les marchés financiers, de leurs choix fiscaux et de leurs politiques d'austérité.

Redistribuer de la richesse et consentir des prestations sociales, oui, mais en petite quantité et pour les seuls nationaux. Comment ? En repositionnant à son avantage le pays dans la concurrence internationale, en maintenant l'exploitation économique des travailleurs qui y vivent, mais par un patronat national revitalisé, et en réduisant les droits de composantes de la population (étrangers, pauvres, femmes, etc.). Voici, en substance, le projet de société proposé par chacun des « populistes » de droite.

En quelque sorte, chacun entre soi et tous contre tous. Ce faisant, le populisme de droite élabore un discours mobilisateur de la défense des identités traditionnelles (la chrétienté, le terroir, la communauté ethnique, etc.) – qu'il contribue à maintenir – pour unifier les catégories auxquelles il s'adresse contre « l'élitocratie ».

Ce projet est vain car il ne modifie pas les causes des malheurs des populations et contribue à la survie d'un système en perdition qui, *in fine*, s'en remet aux populistes de droite pour qu'ils agissent comme autant de pare-feux pour le défendre, notamment face aux risques de désordre sociaux. Aujourd'hui les migrants, les étrangers installés, demain les femmes, les syndicats, les associations, chacun d'entre nous surveillé par son écran, son téléphone, son ordinateur.

Quoi qu'il en soit, le triomphe de Donald Trump aux Etats-Unis n'en reste pas moins un nouveau coup de massue pour la gauche partout dans le monde. Tragiquement, le magnat New-Yorkais touche juste dans son constat : justice, égalité et souveraineté ne sont pas possibles dans le cadre de la globalisation financière et économique. Tous les moyens qui ont permis, avant la déferlante de la globalisation, à la gauche de poursuivre ses objectifs dans le cadre d'un capitalisme industriel international soumis à un contrôle national sont caducs dans le cadre d'un capitalisme désormais hautement financiarisé et post-industriel.

Populisme de gauche : « (re)construire un peuple de l'émancipation »

Quelles sont les politiques que la gauche propose aujourd'hui de mettre en place face à la dépossession globalitaire ? Par quelles stratégies et médiations conçoit-elle de (re)construire son peuple, c'est-à-dire une alliance nouvelle constituée à partir de sujets politiques et sociaux hétérogènes aux aspirations multiples ? Ces questions constituent des défis pour les forces de progrès et renferment de nombreuses difficultés.

Mais ces forces doivent garder en tête que l'énergie des colères captées par les populistes de droite est liquide. Elle peut produire d'autres effets. Un autre « populisme » et d'autres identités collectives sont possibles. Abandonner la peur imposée par ceux qui fixent les règles du jeu et dictent les mots de la bataille intellectuelle permet de saisir que la notion de « populisme » est avant toute chose l'expression d'une disponibilité nouvelle pour la politique dans une société. Le « populisme » n'est, en soi, ni de gauche ou de droite *a priori*, ni réactionnaire ou progressiste. Il *devient* en redéfinissant et en réorganisant les frontières et les clivages politiques antérieurs élimés et dévoyés par le consensus et la pratique des partis installés au centre du dispositif du pouvoir.

Pour déformer la fameuse épigramme du géographe anarchiste Elisée Reclus (1830-1905) – « *l'homme est la nature prenant conscience d'elle-même* » –, nous pourrions affirmer que « *le populisme est la politique (re)prenant conscience d'elle-même* ». Le « populisme » traduit un état de tension dans l'organisation de la société. Il est l'expression des « murmures » des populations subalternes. Il révèle une situation de diffusion, dans toutes les largeurs de la société, du mécontentement lorsque se bouchent les canaux traditionnels par lesquels doivent normalement transiter les demandes et les exigences vers les institutions (partis, médias, syndicats, Etat, entreprises, etc.). Le « populisme » n'est un pas un projet politique *en soi* et ne saurait l'être. Il est un processus de mobilisation par lequel se reconstruit, dans l'ordre politique, une citoyenneté d'intervention réfractaire au monde tel qu'il est et une stratégie de conquête du pouvoir.

C'est pour cette raison qu'il revient à la « gauche » la responsabilité de ne pas renoncer à construire un peuple de l'émancipation et de féconder le « populisme » qui vient avec ses meilleures traditions.

Parmi celles-ci, la défense et la promotion de la souveraineté populaire constituera l'enjeu d'une bataille singulière. Elle est aujourd'hui littéralement désossée par le fait que la plupart des questions économiques et monétaires qui déterminent la vie concrète et quotidienne des individus sont traitées en dehors de son champ et de la délibération collective.

Au fond, dans le cadre de l'économie globalisée, investir la souveraineté populaire peut servir deux projets antagoniques. Au service des forces de l'ordre établi – et de leur chien de garde de l'extrême-droite –, elle constituera une technique de deshumanisation⁴ de la société pour que puisse éclore un projet autoritaire qui stimulera les concurrences au sein de la population. Ici, il s'agira de la diviser et de mieux la discipliner dans le cadre d'une lutte globale contre les autres « unités pays » du système.

Au service d'un projet et d'un discours visant à construire un *pays meilleur* – et non à administrer celui dans lequel nous vivons – fondé sur le principe selon lequel la justice sociale et l'inclusion des secteurs subalternes dans les affaires de l'Etat – dont la fonction doit être d'œuvrer à la redistribution de la richesse – sont les moteurs de la prospérité, la souveraineté populaire devient une technique d'humanisation de la société, de l'économie et du monde.

⁴ Nous empruntons ce terme au juriste Alain Supiot. Professeur au Collège de France, titulaire de la chaire « Etat social et mondialisation. Analyse juridique des solidarités », il est l'auteur, entre autres, de *L'esprit de Philadelphie, la justice sociale face au marché total*, Seuil, 2010. Cet ouvrage expose pourquoi la justice et la solidarité sociales fondent la prospérité de la société.

Relocaliser l'économie dans la sphère de la souveraineté politique⁵ au service de la justice et de la prospérité constitue la feuille de route pour un « populisme » de gauche.

Celles et ceux qui veulent construire la France à venir comme un *pays meilleur* oeuvrant au bien-être de la majorité, à la bonne vie pour tous et à la fin de l'injuste répartition des richesses et des ressources – qui reste la principale source des conflits et des violences au sein de la population et entre elles – ont la tâche de se confronter au « moment populiste ».

La perspective d'un populisme de gauche induit l'élaboration d'un discours capable d'unifier largement autour des paradigmes du commun, de la justice, de la redistribution comme moteurs de prospérité individuelle et collective auquel doit s'adosser une stratégie d'actions patientes capable de mettre la gauche politique, sociale et intellectuelle organisée au service des demandes multiples et sectorielles issues de la société. Il s'agit d'agir en faveur du développement de solidarités concrètes avec les populations et de penser, à partir de là, les médiations (dont le rôle du « leader ») et les outils permettant d'augmenter les niveaux d'organisation populaire en vue de la (re)construction progressive d'un peuple de l'émancipation.

Le peuple est une alliance. A nous de la construire.

⁵ Sur cette question de la souveraineté politique et de la démocratie économique, lire Serge Halimi, « Comment échapper à la confusion politique ? », *Le Monde diplomatique*, mai 2015.